



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Le 12 avril et après, Préparons le nécessaire affrontement contre ce gouvernement PS-MEDEF

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 10 AVRIL 2014

Un gouvernement de combat contre les classes populaires

Valls, le chasseur de Roms, l'adepte du tout répressif, celui qui s'est vanté d'avoir expulsé plus de sans papiers que Sarkozy, est désormais premier ministre. Dans sa « *déclaration de politique générale* » à l'Assemblée, il a confirmé qu'il poursuivra la politique pro-patronale et anti-sociale du gouvernement Ayrault. Par ce choix, Hollande a clairement prouvé qu'il ne veut donner aucun espoir à ceux qui lui demandent une autre politique.

Pourtant, les Verts, Jean-Luc Mélenchon du Parti de Gauche et Pierre Laurent du Parti Communiste, chacun à leur manière, ont demandé au gouvernement de « *changer de cap* ». Mais autant demander à un bouc de faire du lait

Il n'y a que la détermination des salariés à entrer en lutte afin d'imposer leurs revendications qui permettra de mettre un coup d'arrêt à cette politique.

Le 12 avril : poser la première pierre d'un mouvement d'ensemble

Ce samedi 12 avril, à Paris, des partis politiques à la gauche du PS, des syndicats et de nombreuses associations appellent à une manifestation nationale contre la politique de ce gouvernement PS-MEDEF, contre le « *pacte de responsabilité* » et contre la droite et l'extrême droite.

Pour exiger l'interdiction des licenciements, l'embauche des précaires, l'augmentation des salaires, pour dire non au « *pacte de responsabilité* » et à ses 30 milliards d'euros de cadeaux aux patrons. Nous devons tout faire pour en assurer la réussite.

Déjà, un appel de postiers et postières en grève depuis 2 mois dans les Hauts-de-Seine appelle à regrouper au sein de la manifestation, un cortège de celles et ceux qui se battent au quotidien contre les restructurations en tous genres, celles et ceux qui

défendent leurs emplois dans le privé et les postes dans la fonction publique, celles et ceux qui refusent les mesures d'austérité, alors que des milliards sont offerts en cadeaux au patronat afin de goinfrer les actionnaires !

Après la raclée électorale subie par le gouvernement Ayrault, cette manifestation peut être une première étape pour préparer l'affrontement nécessaire avec le patronat et le gouvernement.

Mais pour que cette journée soit véritablement un point d'appui pour nos résistances, elle doit dès maintenant offrir de nouvelles perspectives de mobilisation.

C'est pourquoi, rapidement, une prochaine journée de grève interprofessionnelle devrait être annoncée pour faire barrage à l'application du « *pacte de responsabilité* ».



Regrouper les forces du monde du travail pour construire une véritable opposition à ce gouvernement

Pour se battre contre l'austérité, le chômage, la précarité, le racisme, le sexisme et l'homophobie, il est urgent que notre camp social reprenne confiance dans ses propres forces.

Il n'y a rien à attendre des dirigeants nationaux des confédérations syndicales. Suivant de près le secrétaire général de la CFDT, celui de la CGT, Thierry Lepaon, a déclaré qu'il désirait laisser le temps au « nouveau » gouvernement de mener sa politique avant de choisir de s'y opposer ou non. Comme si Valls allait prendre son temps pour poursuivre l'offensive contre le monde du travail.

Face aux directions syndicales qui continuent de jouer la carte du « *dialogue social* » et aux organisations politiques à la gauche du PS qui se contentent de demander au gouvernement un changement de cap, il y a urgence à regrouper toutes les forces prêtes à défendre l'objectif d'un mouvement d'ensemble, seul capable de faire ravalier à Hollande et Valls leur politique antisociale.

APRÈS LES ANNONCES DE VALLS, ÇA SUFFIT COMME ÇA !

En votant la confiance à Valls, les députés PS et EELV viennent de faire un bras d'honneur à ceux qui les ont sanctionnés aux municipales.

Comme prévu, le « pacte de responsabilité », ce sera un cadeau de 30 milliards pour les patrons avec en prime, une diminution de l'impôt sur les sociétés, ramené à 28% d'ici 2020, et quelque 50 milliards minimum d'économies à réaliser au détriment des services publics, de la protection sociale et des collectivités locales.

Mesure phare de ce pacte : à partir du 1^{er} janvier 2015, les patrons ne paieront plus aucune cotisation sociale pour les salariés payés au SMIC. En clair, ils seront désormais dispensés du financement de la protection sociale (maladie, retraite, chômage, famille).

Ce manque à gagner évident pour la protection sociale sera encore aggravé par un tour de passe-passe : le transfert d'une partie des cotisations sociales des salariés payés au SMIC dans le salaire net. Ainsi, le SMIC mensuel serait augmenté de 41,70 € à partir du 1^{er} janvier 2015... sans que cela coûte un seul centime au patronat .

Mais personne ne sait si ce manque à gagner évident pour la protection sociale sera comblé, ni comment ! Le plus probable, c'est que ce cadeau supplémentaire aux entreprises se traduise rapidement par une nouvelle baisse des prestations et des remboursements ou une nouvelle augmentation de la CSG. Et ce qui se profile, c'est un pas supplémentaire vers la destruction de la Sécurité sociale, ce que réclame le MEDEF.

GÉNOCIDE RWANDAIS : LE GOUVERNEMENT « SOCIALISTE » ASSUME : NI RESPONSABLE, NI COUPABLE !

Suite à une interview du président rwandais **Paul Kagame** dénonçant le « rôle direct de la Belgique et de la France dans la préparation politique du génocide rwandais » et la participation de la France à son exécution, le gouvernement français vient d'annuler le déplacement de Christiane Taubira au Rwanda, en tant que représentante aux commémorations du 20^{ème} anniversaire du génocide rwandais.

Satisfaisant l'injonction d'Alain Juppé de défendre « l'honneur de la France », Hollande et Valls tiennent à montrer qu'ils assument la continuité de l'action de leurs prédécesseurs de l'époque. **La France, présidée par le socialiste François Mitterrand** cohabitait en 1994, avec un gouvernement de droite, celui d'Édouard Balladur (dont Alain Juppé était le ministre des affaires étrangères !).

Parce qu'il a longtemps soutenu et armé le pouvoir qui l'a planifié, parce qu'il a formé les civils et les militaires qui l'ont exécuté, parce qu'il n'est pas intervenu pour l'empêcher, parce qu'il a laissé

sans défense des populations qui lui demandaient protection, oui, le gouvernement de l'époque fut totalement complice d'un **génocide ayant fait 800 000 morts !**

Depuis l'indépendance des états africains, la France n'a eu de cesse de soutenir les pires dictatures, les pires massacres, les pires guerres, dans le seul but postcolonial de protéger ses intérêts stratégiques et de perpétuer le pillage de l'Afrique. Les **Total, Bolloré, Bouygues** et autre **Areva** en sont les derniers bénéficiaires en date. Depuis 1994, tous les gouvernements français ont décliné toute implication dans ce génocide atroce, comptant sur l'amnésie générale et sur l'impunité assurée depuis toujours à leurs auteurs.

LE HAVRE : LES 4 RELAXÉS, MAIS LE POUVOIR PEUT FAIRE APPEL

Lundi 31 mars, 4 000 manifestants étaient rassemblés devant le tribunal du Havre pour soutenir les 4 militants CGT. FO, FSU, Solidaires, NPA, PCF, PG étaient présents. Les 4 étaient accusés dans 2 affaires. Dans la première (déboulonnage de plaque de la députée PS Troallic, lors d'un collage contre la réforme des retraites en septembre), ont été inculpés de recel, mais dispensés de peines et, dans l'autre (le carnet d'un huissier aurait fini dans le feu lors de la grève SPB en janvier), ont été relaxés. Cependant, le procureur peut faire appel, pour aller plus loin vers la criminalisation syndicale. Cela pose une question : est-ce que le pouvoir en place est complice ? OUI !

Des magistrats zélés sont nommés politiquement procureurs par ordonnance du Président de la république et restent sous la tutelle du garde des sceaux. C'est donc avec l'aval du gouvernement et de Taubira que ce procureur a requis contre les syndicalistes. Et ce sera avec le même soutien qu'il pourrait faire appel contre eux, avec encore plus de haine puisque Valls est premier ministre et Taubira reconduite dans ses fonctions.

En tout cas, bravo à la CGT, aux syndicats et aux partis solidaires. Et avec eux, nous redisons la nécessité d'interdire toute mesure pour criminaliser l'activité syndicale et l'urgence d'une loi d'amnistie qu'Hollande avait pourtant promise lors de sa campagne.

Mais pas d'illusions: c'est par la lutte que nous l'imposerons et aucun gouvernement bourgeois de droite ou de gauche ne le fera à notre place.

MAIL POUR NOUS CONTACTER:

nparenaultcleon@gmail.com

site national du NPA: www.npa2009.org

site NPA agglomération Rouen: www.npa76.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.N.P.S. - ne pas jeter sur la voie publique